



L'alimentation comme moteur de développement municipal

Face aux crises alimentaire, agricole et climatique, les municipalités sont en première ligne. Logement, vitalité économique, qualité de vie, sécurité alimentaire, gestion de l'eau: autant d'enjeux interconnectés auxquels la vision de développement des systèmes alimentaires territoriaux peut apporter des réponses concrètes.

Au Québec, de plus en plus de municipalités - petites, moyennes ou grandes - intègrent l'alimentation dans leur vision de développement. En intégrant l'alimentation à vos plans et politiques, vous pouvez accroître l'autonomie alimentaire de votre territoire, la sécurité alimentaire, la cohésion sociale, la santé publique et la transition écologique. Vous aussi, mettez-la au menu !

L'alimentation comme moteur de développement municipal !

L'alimentation est un levier transversal et un moyen supplémentaire pour agir simultanément sur plusieurs dossiers prioritaires des municipalités. En effet, les municipalités peuvent multiplier les retombées sociales, économiques et environnementales en utilisant l'alimentation comme levier de développement municipal, et ce, du champ à l'assiette.

Par exemple, saviez-vous qu'en augmentant l'offre de logements abordables, la municipalité agit par le fait même à réduire l'insécurité alimentaire ? Ou encore qu'en protégeant son territoire agricole et la ressource en eau potable, elle renforce la résilience de sa communauté face à la crise climatique ?

Reconnaître le droit à l'alimentation

Dans de nombreuses villes à travers le monde, les conseils municipaux ont formellement reconnu le droit à l'alimentation, qui vise à garantir à toute personne un accès physique et économique à une alimentation adéquate, durable et respectueuse de la biodiversité. Cette reconnaissance, souvent concrétisée par l'adoption d'une charte, d'une stratégie ou d'une politique alimentaire, agit comme un levier : elle permet aux municipalités de mobiliser l'ensemble de leurs compétences pour créer un environnement propice à l'exercice de ce droit, tout en envoyant un signal clair aux autres paliers de gouvernement pour qu'ils emboîtent le pas.

Au-delà de son effet structurant, cette reconnaissance traduit aussi un engagement fort envers les principes fondamentaux du droit à l'alimentation, notamment la participation active des citoyen·nes et des acteur·rices des systèmes alimentaires aux décisions qui influencent l'alimentation sur leur territoire et à leur gouvernance. Au Québec, des municipalités évaluent l'opportunité d'adopter une politique alimentaire s'appuyant explicitement sur le droit à l'alimentation afin d'y asseoir la vision du système alimentaire local. Sherbrooke a d'ailleurs été la première municipalité québécoise à reconnaître explicitement ce droit à l'automne 2025, lors de l'adoption d'une Charte alimentaire insérée dans le Plan de développement d'une communauté nourricière.

Une approche systémique pour favoriser l'autonomie et la sécurité alimentaire

Pour accroître l'autonomie et la sécurité alimentaire, il est important de coordonner nos efforts au sein d'un système alimentaire territorial (SAT). Ce dernier regroupe un ensemble interrelié d'acteur·rices et d'activités liés à la production, la transformation, la distribution, la consommation ainsi qu'à la gestion et valorisation des matières résiduelles et au transport des aliments sur un territoire donné.

La mise en place d'une gouvernance alimentaire locale est une composante essentielle pour le bon fonctionnement d'un SAT. La réalisation d'un Plan de développement d'une communauté nourricière (PDCN) ou l'adoption d'une politique alimentaire sont des outils de planification pour y arriver.

Quels sont les leviers municipaux ?

Partout au Québec, des municipalités innovent, à leur façon, à leur échelle et selon leur capacité. Tous les services municipaux peuvent être intégrés dans les démarches autour de l'alimentation. Voici plusieurs leviers et des exemples existants favorables à la vision de système alimentaire territorial pour vous inspirer.

- **Urbanisme et zonage**
- **Gestion des matières résiduelles**
- **Environnement, climat et gestion de l'eau**
- **Qualité de vie et développement social**

Urbanisme et zonage

- Inclure une vision SAT aux outils de planifications territoriales des MRC, comme les schémas d'aménagement et de développement (SAD) et les Plan de développement de la zone agricole (PDZA)
- Protéger les terres agricoles
- Encadrer l'implantation d'établissements de restauration rapide sur le territoire
- Mettre en place des incitatifs pour les commerces de proximité
- Développer ou soutenir un marché public
- Créer ou soutenir des jardins collectifs et communautaires
- Aménager des forêts nourricières et des aménagements nourriciers
- Mettre à disposition des terrains municipaux pour la culture

Laval: La Ville de Laval a adopté un règlement qui impose à tout propriétaire d'une terre agricole non cultivée de payer une redevance supplémentaire dans l'objectif de lutter contre la spéculation foncière, d'accélérer le remembrement des terres agricoles et de remettre en culture de petits lots actuellement en friche.

Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Montréal: cet arrondissement a adopté un règlement qui prévoit un nouvel usage destiné à la restauration rapide et le limite à certaines zones propices à ces commerces en l'éloignant des quartiers résidentiels ou des écoles.

Moffet, Abitibi-Témiscamingue : pour revitaliser le village de Moffet, la municipalité a contribué à relancer le magasin général avec une cuisine communautaire adjacente, à créer un marché public mensuel et à offrir une serre agricole pour la communauté.

Lotbinière, Chaudière-Appalaches: la municipalité a soutenu la création du Pôle agroalimentaire de Lotbinière, une coopérative de solidarité qui a pour objectif de soutenir l'entrepreneuriat agroalimentaire et le développement socio-économique du territoire.

Boisbriand, Laurentides: Afin de protéger son territoire agricole et boisé, la Ville de Boisbriand a créé une fiducie d'utilité sociale agroécologique (FUSA). Créée à perpétuité, la FUSA soutient la relève agricole et contribue à l'autonomie alimentaire sur le territoire.

MRC des Basques, Bas-Saint-Laurent: la MRC a créé le Motel agricole des Basques, un espace locatif pour les projets d'exploitation agricole. Elle favorise ainsi l'établissement de la relève en mettant à leur disposition des terres ainsi qu'un accès à des bâtiments.

Gestion des matières résiduelles

- Encadrer le gaspillage alimentaire
- Soutenir des initiatives de récupération ou de redistribution des invendus et des surplus
- Réduire les plastiques à usage unique

Mont-Tremblant, Laurentides: la Ville de Mont-Tremblant a interdit en 2022 les plastiques à usage unique tels que les sacs en plastique, les ustensiles, les pailles et les bâtonnets de café. En 2024, ils ont élargi le règlement et interdisent également des barquettes alimentaires, les verres, les tasses, les bols, assiettes et couvercles en plastique #6 et #7.

MRC de Minganie, Côte-Nord: face au prix de la collecte résidentielle et la complexité qu'elle représenterait sur le territoire, la MRC distribue gratuitement des composteurs domestiques et des ateliers seront offerts dans huit municipalités.

Environnement, climat et gestion de l'eau

- Lutter contre les îlots de chaleur par le verdissement nourricier
- Intégrer l'alimentation dans les stratégies de développement durable et les Plans climat
- Préserver les ressources en eau via des pratiques agricoles durables
- Interdire la vente de pesticides

Sainte-Anne-des-Lacs, Laurentides: la municipalité est une pionnière au Québec pour avoir banni totalement les pesticides de son territoire en adoptant un règlement sur l'utilisation des pesticides et des fertilisants.

Saint-Jean-Sur-Richelieu, Montérégie: par sa stratégie de développement durable, la municipalité a intégré l'alimentation comme moyen d'atteindre plusieurs objectifs de développement durable en se dotant, notamment d'un chantier Territoire nourricier, ouvrant ainsi la porte à son plan de développement d'une communauté nourricière.

Qualité de vie et développement social

- Adopter une politique alimentaire municipale ou un plan d'action en développement social qui favorise l'accès à une saine alimentation pour tous.
- Intégrer des actions reliées à l'alimentation dans les politiques existantes (ex. en saines habitudes de vie, politique familiale, en développement durable ou social)
- Soutenir les organisations communautaires en sécurité alimentaire

Rimouski, Bas-Saint-Laurent: la Politique alimentaire de la Ville de Rimouski est entrée en vigueur en 2016. Au Québec, au moins 11 politiques alimentaires et 10 politiques en saines habitudes de vie incluant un volet alimentaire ont été adoptées par des municipalités.

MRC Pierre-de-Saurel, Montérégie: dans son Plan d'action en développement social, la MRC inclut l'accès physique et économique à une alimentation saine et locale afin d'améliorer les conditions de vie de la communauté et la réduction des inégalités sociales et économiques.

Pour aller plus loin

Plusieurs ressources existent pour vous guider dans l'exploration des leviers et des actions en alimentation qui vous interpellent le plus. Alignées avec votre vision municipale, ces actions permettront à votre municipalité de vous démarquer. Sans être exhaustive, voici une liste de ressources et d'outils qui peuvent vous accompagner et vous inspirer pour joindre le mouvement :

Collectif Vital

- un [Guide pour l'adoption de politiques alimentaires municipales](#) qui recense les politiques alimentaires existantes ainsi que des interventions prometteuses pour promouvoir la saine alimentation.
- un [modèle de résolution](#) pour les municipalités afin d'encadrer l'implantation des établissements de restauration rapide sur le territoire
- un [modèle de résolution](#) pour les municipalités afin de réduire les freins au jardinage et aménager stratégiquement leur territoire pour faire une plus grande place à l'agriculture urbaine.

Équiterre

- une coalition d'organisations qui vise à informer et outiller la population et les décideurs de tous les paliers sur les enjeux de la protection des terres et des activités agricoles: [Alliance SaluTERRE](#)
- une fiche pour [implanter la santé planétaire au menu de ses événements](#)

Protec-TERRE

- un accompagnement et des formations sur les [fiducies d'utilité sociale agroécologique](#)

Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)

- un site dédié à la reconnaissance du [droit à l'alimentation](#)
- le livre [Le droit à l'alimentation en contexte canadien](#), auteure Jessica Dufresne

Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)

- des outils sur la [mutualisation en alimentation](#) entre autres sur les motels agricoles et les pôles logistiques alimentaires

Vivre en Ville

- un dossier complet qui présente les étapes clés d'une démarche nourricière: [Bâtir des communautés nourricières pour une alimentation responsable](#)
- un document destiné aux municipalités pour intégrer la saine alimentation pour tous dans les grandes orientations d'aménagement et de développement de leur territoire : [Favoriser la saine alimentation grâce aux outils d'aménagement du territoire](#)
- un ouvrage de référence pour comprendre les enjeux et les solutions vers un système alimentaire durable: [Villes nourricières: mettre l'alimentation au coeur des collectivités](#)

Vigilance OGM

- un outil pour [réglementer les pesticides à l'échelle municipale](#)

Ce document est une initiative du [Forum SAT](#) et du [Regroupement des cuisines collectives du Québec](#) avec l'appui de Nancy Neamtan, conseillère stratégique. Pour communiquer avec nous, écrivez à florence@forumsat.org et projetda@rccq.org.

Pour consulter ce document en ligne, rendez-vous [ici](#).

À propos du Forum SAT

Lancé en 2021, le Forum SAT est un point de convergence pour les acteur·rices engagé·es dans le développement des SAT partout au Québec. Il regroupe des gouvernances territoriales, des réseaux nationaux en alimentation, des centres de recherche, des organismes d'accompagnement ainsi qu'une diversité de membres individuels partageant la même vision. Le Forum SAT œuvre pour un Québec où les systèmes alimentaires territoriaux sont résilients, équitables et accessibles. Pour y parvenir, nous travaillons à favoriser la concertation des systèmes alimentaires territoriaux. - www.forumsat.org



À propos du Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)

Le RCCQ favorise l'émergence, la consolidation et la concertation des cuisines collectives sur l'ensemble du territoire du Québec. Le RCCQ s'appuie sur les principes d'éducation populaire pour guider ses prises de position, ses actions et ses activités de représentation. Le RCCQ fait la promotion des cuisines collectives, de ses actions et de ses valeurs, auprès de la population et des gouvernements. Il inscrit ses actions dans une démarche collective visant l'atteinte de l'autonomie alimentaire qui se définit comme un processus de prise de pouvoir permettant, à toutes et à tous, l'exercice du droit à l'alimentation. - www.rccq.org



RCCQ
Regroupement
des cuisines collectives
du Québec